



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'EUROPE

Vingt-neuvième session

La Haye, Pays-Bas, 30 septembre – 3 octobre 2014

ACTIVITÉS FAO/OMS INTÉRESSANT LA RÉGION, IDENTIFICATION DES PRIORITÉS ET DES BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

(Document établi par la FAO et l'OMS)

INTRODUCTION

1. Le présent document décrit les activités menées par la FAO et l'OMS dans les domaines du renforcement des capacités et de la fourniture d'avis scientifiques depuis la vingt-huitième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe (CCEURO), en mettant l'accent sur la détermination des priorités et des besoins de renforcement des capacités.

EXAMEN DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES DANS LA RÉGION

2. La FAO et l'OMS mènent aux niveaux national, régional et mondial, une série d'activités visant à renforcer les capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments, au titre de leurs mandats, objectifs et plans de travail respectifs. Ces activités de renforcement des capacités ont appuyé directement le plan stratégique du Codex pour 2008-2013 et viennent maintenant appuyer le plan stratégique suivant pour 2014-2019. Elles contribuent également au plan stratégique régional pour le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe (2014-2018) qui sera examiné à sa vingt-neuvième session.

3. La FAO a élaboré en 2013 et 2014 des cadres de programmation par pays avec des économies en transition dans la région Europe et Asie centrale qui ont été adoptés par les ministres de l'agriculture. Le cadre de programmation par pays détermine les principaux domaines du programme, y compris la sécurité sanitaire des aliments, nécessitant l'assistance de la FAO durant la période 2013-2017, en phase avec le PNUAD. Les cadres de programmation par pays indiquent les priorités nationales et les résultats et réalisations attendus aux fins de la coopération et des partenariats de la FAO avec chaque pays membre, établissant les grandes lignes pour le renforcement des capacités au niveau national. Les questions clés identifiées et classées par ordre de priorité durant le processus consultatif sont traitées par les projets exécutés au titre du Programme de coopération technique de la FAO. Pour faciliter l'analyse de la situation afin d'identifier les domaines dans lesquels un renforcement des capacités s'imposent, la FAO a recours à l'approche globale qui tient compte des besoins de toutes les composantes des systèmes nationaux de contrôle des aliments, y compris les cadres décisionnels, législatifs et institutionnels, les services de laboratoire, l'inspection, la communication, l'éducation et la formation. La sécurité sanitaire des aliments est une branche d'activité spécifique dans les plans de travail biennaux de l'OMS. Dans le douzième programme général de travail 2014-2019 de l'OMS, la «sécurité sanitaire des aliments» est reconnue comme un thème de travail spécifique (5.4) dans la catégorie 5 «Préparation, surveillance et intervention». Le résultat souhaité est que «Tous les pays sont bien préparés pour prévenir et atténuer les risques d'origine alimentaire». Le plan de travail sur la sécurité sanitaire des aliments est aligné sur le «Plan stratégique pour la sécurité sanitaire des aliments, y compris les zoonoses d'origine alimentaire pour 2013-2022» de l'OMS qui établit un cadre cohérent pour la prise de mesures dans les domaines d'action prioritaires en matière de sécurité sanitaire des aliments et de zoonoses. La mission générale consiste à : *Réduire le fardeau lié aux maladies d'origine alimentaire, renforçant ainsi la sécurité sanitaire et assurant le développement durable des États Membres.*

4. Les activités menées actuellement par la FAO et l'OMS dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments visent à obtenir trois grands résultats:

- I. Appui aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius pour l'établissement de normes, et appui aux pays, pour qu'ils participent au processus d'établissement de normes et appliquent les normes, directives et recommandations dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments
- II. Collaboration multisectorielle visant à réduire les risques pour la santé publique posés par les maladies d'origine alimentaire, y compris celles dues à l'interface animaux-humains
- III. Capacités nationales adéquates pour établir et maintenir des cadres réglementaires basés sur les risques afin de prévenir, de suivre, d'évaluer et de gérer les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses ainsi que les dangers

5. Sur la base de ces cadres et outils de planification stratégique, la FAO et l'OMS continuent de travailler avec les pays de la région afin de renforcer leurs capacités dans le domaine des normes pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et normes connexes, encourageant l'application du cadre d'analyse des risques et renforçant la collaboration intersectorielle en matière d'alimentation, d'agriculture et de santé.

6. Un résumé des activités et initiatives de renforcement des capacités d'importance mondiale a été présenté à la trente-septième session de la Commission du Codex Alimentarius et figure dans le document CX/CAC 14/37/14-Add.1 (ftp://ftp.fao.org/codex/meetings/cac/cac37/cac37_14f_Add1.pdf) et CX/CAC 14/37/13 pour les activités de renforcement des capacités du Codex FAO/OMS appuyé par le Fonds fiduciaire pour le Codex (ftp://ftp.fao.org/codex/meetings/cac/cac37/cac37_13f.pdf). Ces documents fournissent des informations importantes pour toutes les régions et décrivent la gamme de matériels d'appui (par ex. directives, manuels et ressources en ligne), les principales initiatives, les événements internationaux et les activités mondiales qui ont été menés à bien ou initiés depuis la dernière session. Les tableaux ci-dessous contiennent un résumé des activités menées dans la région du Comité de coordination pour l'Europe.

TABLEAU 1: ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES AUX NIVEAUX RÉGIONAL, SOUS-RÉGIONAL OU NATIONAL

Activités	Organisateurs	Dates	Lieu
Renforcement des capacités des nouveaux pays membres de la sous-région d'Asie centrale en vue de leur participation aux activités du Codex	FAO/OMS	9-11 octobre 2012	Bichkek (Kirghizistan)
Cours de formation GFN sous-régional de l'OMS pour les républiques d'Asie centrale	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	5-9 novembre 2012	Almaty (Kazakhstan)
Réunion nationale sur la résistance aux antimicrobiens sous l'angle de la sécurité sanitaire des aliments et lancement du projet d'AGISAR (Groupe consultatif de l'OMS sur la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens) au Kosovo	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	30 novembre 2012	Pristina (Kosovo)
Mise en place d'une base de données régionale sur la composition des aliments pour les pays du Sud-Est des Balkans	Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale (REU) /Réseau pour le renforcement des capacités en nutrition en Europe centrale et orientale	21-23 janvier 2013	Belgrade (Serbie)
Stage de formation sur le renforcement des capacités pour une participation active aux travaux du Codex pour le Turkménistan	Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale/ OMS	24-25 janvier 2013	Achgabat (Turkménistan)
Réunion mixte régionale FAO/OMS en préparation pour la deuxième Conférence internationale FAO/OMS sur la nutrition (ICN2)	FAO/OMS	13 mars 2013	Tel Aviv (Israël)
Session nationale de formation à destination des laboratoires du Tadjikistan dans le cadre du GFN	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	20-24 mai 2013	Douchanbé (Tadjikistan)
Atelier de formation sur le renforcement des capacités en faveur d'une participation efficace des pays des Balkans aux travaux du Codex – financé par le Fonds fiduciaire pour le Codex	FAO/OMS	4-6 juin 2013	Zagreb (Croatie)
Consultation régionale FAO/Comité de coordination du Codex pour l'Europe sur le renforcement des capacités d'analyse des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments et sur la participation améliorée aux travaux du Codex	FAO, Codex Pologne et Pays-Bas (Coordonnateurs du Comité de coordination du Codex pour l'Europe)	18 septembre 2013	Pulawy (Pologne)

Activités	Organisateurs	Dates	Lieu
Session nationale de formation à destination des laboratoires du Tadjikistan dans le cadre du GFN	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	23-27 septembre 2013	Achgabat (Turkménistan)
Atelier national concernant la communication sur les risques/crises, en particulier en matière de sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	30-31 octobre 2013	Bucarest (Roumanie)
Atelier régional de formation à destination des pays de la CEI - Accession à l'OMS et politique agricole	FAO	12-14 novembre 2013	Kiev (Ukraine)
Session nationale de formation à destination des laboratoires du Tadjikistan dans le cadre du GFN	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	25-29 novembre 2013	Tachkent (Ouzbékistan)
Atelier de formation sur les dangers liés à la sécurité sanitaire des aliments, programmes préalables (BPF et BPH) et systèmes de sécurité sanitaire des aliments fondés sur l'HACCP	FAO	27-29 novembre 2013	Bichkek (Kirghizistan)
Atelier national intersectoriel sur la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	3-4 décembre 2013	Tirana (Albanie)
Dialogue public-privé sur l'amélioration des normes en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments	FAO/BERD	23 janvier 2014	Tbilissi (Géorgie)
Atelier de formation sur les dangers liés à la sécurité sanitaire des aliments, programmes préalables (BPF et BPH) et systèmes de sécurité sanitaire des aliments fondés sur l'HACCP	Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale	19-21 février 2014	Douchanbé (Tadjikistan)
Réunion nationale sur la résistance aux antimicrobiens dans une optique de sécurité sanitaire des aliments, dont l'objectif est de clore, de présenter et de discuter les résultats d'un projet mené par l'AGISAR au Kosovo	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	25 mars 2014	Pristina (Kosovo)
Mission sur la sécurité sanitaire des aliments, axée sur la résistance aux antimicrobiens	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	26-27 mars 2014	Tirana (Albanie)
Visite d'étude d'experts venus du Kirghizistan et du Tadjikistan dans des entreprises turques de transformation de denrées alimentaires en Turquie	Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale et Ministère turc de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	28 avril – 2 mai 2014	Ankara (Turquie)
Atelier national intersectoriel sur la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	14-15 mai 2014	Belgrade (Serbie)
Mission pour la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	29-30 mai 2014	Ankara (Turquie)
Atelier régional FAO/OMS concernant le renforcement des capacités de communication sur les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments	FAO/OMS	3-6 juin 2014	Budapest (Hongrie)
Mission pour la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	3-6 juin 2014	Tachkent (Ouzbékistan)

Activités	Organisateurs	Dates	Lieu
Formation AGISAR/GFN sur la surveillance et la prévention de Salmonella et Campylobacter, y compris la résistance aux antimicrobiens y associée	OMS	7-11 juillet 2014	Tirana (Albanie)
Mission pour la sécurité sanitaire des aliments à l'appui de l'élaboration d'une stratégie nationale pour la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	21-25 juillet 2014	Douchanbé (Tadjikistan)
Mission pour la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	12-14 août 2014	Achgabat (Turkménistan)
Évaluation de la résistance aux antimicrobiens sous l'angle de la sécurité sanitaire des aliments	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	8-11 septembre	Douchanbé (Tadjikistan)
Atelier régional pour l'Europe centrale et orientale, l'Asie centrale et le Caucase «Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires»	OMC/CIPV/OIE/Codex (avec des contributions de la FAO)	08-11 septembre 2014	Vienne (Autriche)

TABLEAU 2: PROJETS/ASSISTANCE DIRECTE AUX PAYS

Résumé des activités	Organisateurs	Pays	État d'avancement
La FAO et l'OMS ont poursuivi leurs activités d'assistance technique dans la région en matière de renforcement des capacités liées à la sécurité sanitaire des aliments – renforcement des systèmes de sécurité sanitaire des aliments conformément aux normes et spécifications internationales et européennes moyennant des interventions dans les domaines suivants: adéquation de la législation relative aux aliments et normes alimentaires harmonisées, surveillance des maladies d'origine alimentaire, suivi de la contamination microbiologique et chimique le long de la filière alimentaire, mise en œuvre des BPF, des BPH et du HACCP dans la chaîne de production alimentaire, résistance aux antibiotiques dans une perspective de sécurité sanitaire des aliments, alerte et intervention en cas d'urgence liée à la sécurité sanitaire des aliments	FAO/OMS	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Croatie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Kosovo, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Roumanie, Serbie, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan	En cours
L'OMS et la Direction générale pour la coopération en faveur du développement du Ministère italien des affaires étrangères ont poursuivi la mise en œuvre d'un projet visant à renforcer l'infrastructure en matière de sécurité sanitaire des aliments en Albanie. Le projet a débuté en avril 2009 et s'est achevé en mai 2013. L'objectif général est d'aider l'Albanie à mettre en place un système de sécurité sanitaire des aliments conforme aux normes européennes, plus particulièrement de créer des laboratoires adaptés à l'analyse des aliments afin de protéger la santé publique et d'appuyer le commerce des produits alimentaires albanais.	OMS	Albanie	Achevé le 31 mai 2013
La FAO a appuyé la mise en œuvre d'un programme de gestion de la sécurité sanitaire concernant les bivalves. La formation englobait la réalisation d'enquêtes sanitaires, le suivi des biotoxines et l'accréditation des laboratoires.	FAO	Albanie, Croatie, Monténégro, Turquie	Achevé, décembre 2013
Appui au renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments dans la République de Moldova» (TCP/MOL/3402)	FAO	République de Moldova	Juillet 2014 – décembre 2015
Développement des marchés alimentaires de détail à ciel ouvert en Arménie	FAO	Arménie	Achevé, mars 2014
Renforcement de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments afin de satisfaire les exigences du marché international des poissons et des produits de la pêche	FAO	Géorgie	Mai 2013 – avril 2015
Renforcement des capacités en matière de gestion des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments par les entreprises de transformation alimentaire et les autorités nationales	FAO	Kirghizistan et Tadjikistan	Octobre 2013 – février 2015

Résumé des activités	Organisateurs	Pays	État d'avancement
Renforcement des capacités du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage en ce qui concerne le cadre d'analyse des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments (Projet du Fonds du PCT)	FAO	Turquie	Septembre-novembre 2014
Renforcer les capacités d'éliminer les pesticides obsolètes et d'en prévenir le retour afin de régler la question des produits chimiques dangereux inutilisés dans l'ancienne Union soviétique	FAO/CE	Niveau régional: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine	Janvier 2012 – décembre 2015
Pleins feux sur le seigle (GCP/RER/048/EST)	FAO	Estonie	Septembre-décembre 2014
Améliorer la sécurité sanitaire des aliments moyennant le renforcement des capacités et l'évaluation du cadre juridique et des échanges commerciaux sur les indications géographiques dans le secteur laitier	FAO/BERD	Géorgie	En préparation
Indications géographiques durables dans la région Europe et Asie centrale	FAO	Niveau régional	En préparation
Renforcer la gouvernance et les capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments afin de contribuer techniquement aux travaux du Codex dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale	FAO	Niveau régional	En préparation

Difficultés cernées dans les activités de renforcement des capacités

7. La plupart des pays membres dans la région du Comité de coordination pour l'Europe sont en train de moderniser leurs systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments, en appliquant le cadre d'analyse des risques et l'approche fondée sur l'ensemble de la chaîne alimentaire ainsi que les normes et directives du Codex. Les activités de renforcement des capacités et les publications de la FAO/OMS appuient ces processus.

8. Les systèmes nationaux de contrôle des aliments englobent rarement l'approche fondée sur l'ensemble de la chaîne alimentaire de la ferme à l'assiette. Cela exige une meilleure coordination et des liens plus étroits entre les questions de sécurité sanitaire et de qualité des aliments en amont et en aval dans les secteurs de la santé et de l'agriculture (y compris celui des pêches), ainsi que le renforcement des partenariats entre gouvernements et secteur privé.

9. Le cadre d'analyse des risques est adopté par de nombreux pays à économie en transition en tant qu'approche pour une réforme institutionnelle de la sécurité sanitaire des aliments.

10. La plupart des pays à économie en transition ont besoin de renforcer ultérieurement leurs capacités et la formation, notamment en ce qui concerne les aspects spécifiques de l'analyse des risques – évaluation des risques, gestion des risques, communication sur les risques.

11. La plupart des pays à économie en transition ont besoin de renforcer ultérieurement leurs systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire et d'améliorer leurs systèmes de suivi de la contamination microbiologique et chimique tout le long de la chaîne alimentaire.

12. Les pays doivent se pencher également sur les aspects de la sécurité sanitaire des aliments dans leurs stratégies et plans d'action liés à la résistance aux antimicrobiens.

13. Il faut renforcer les laboratoires de référence dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments des pays à économie en transition et former le personnel des laboratoires aux méthodes pertinentes. Le nombre de laboratoires accrédités au niveau international dans les pays à économie en transition de la région est limité, ce qui fait obstacle à l'acceptation de données par les organes régionaux et internationaux d'évaluation des risques et les partenaires commerciaux.

14. Les pays doivent mettre en place des mécanismes garantissant la coordination, la collaboration et le partage de l'information entre les divers secteurs et les diverses autorités s'intéressant à la sécurité sanitaire des aliments, et ce afin d'assurer la prévention et le contrôle rentables des maladies d'origine alimentaire.
15. Les travaux du Codex ne reçoivent pas encore toute l'attention voulue de la part des décideurs de haut niveau dans de nombreux pays, c'est pourquoi les ressources allouées sont souvent insuffisantes. De même, la sécurité sanitaire des aliments reçoit souvent un financement limité, de sorte que les actions sont souvent axées sur des questions à court terme au lieu de prendre la forme d'une stratégie donnant la même importance à la santé et au commerce.
16. Parmi les nombreux pays qui sont maintenant affranchis du soutien du Fonds fiduciaire, le manque de fonds interdit à certains d'entre eux de participer physiquement aux comités du Codex et d'y contribuer techniquement.
17. La formulation de politiques fondées sur des éléments probants est limitée par le manque de données sur la consommation alimentaire et l'évaluation de l'exposition, la prévalence des maladies d'origine alimentaire, la contamination chimique des aliments, etc.
18. Les petites et moyennes entreprises alimentaires s'efforcent de respecter les spécifications internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments et les systèmes HACCP certifiés ne sont généralement appliqués que par quelques grandes entreprises de transformation d'aliments opérant sur les marchés d'exportation.
19. Il y a une forte demande de la part des producteurs et des consommateurs pour l'information, la formation et l'éducation sur la sécurité sanitaire des aliments, notamment pour un meilleur étiquetage alimentaire afin de bien informer les consommateurs. Des matériels spécifiques sont nécessaires pour la formation des personnes appelées à manipuler des aliments et l'éducation des consommateurs.
20. Il convient d'étudier plus rigoureusement des moyses qui aideraient les secteurs alimentaire et agricole ainsi que les systèmes nationaux de contrôle des aliments à prévenir et à réduire les maladies non transmissibles.
21. Dans de nombreux pays, il s'avère nécessaire de tenir davantage compte des aspects relatifs à la sécurité sanitaire des aliments dans les réponses apportées aux flambées épidémiques et aux urgences aiguës et d'intensifier l'échange d'informations et la collaboration dans les situations d'urgence alimentaire
22. La participation active à INFOSAN et à d'autres réseaux internationaux est rendue difficile par les faibles capacités en ressources humaines, une sensibilisation insuffisante et le peu de données fournies par les pays à économie en transition.

Identifier les priorités et les besoins de renforcement des capacités

23. Les questions clés de renforcement des capacités pour les systèmes gouvernementaux de sécurité sanitaire des aliments comprennent: fournir un soutien continu pour élaborer plus avant les systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments fondés sur les risques qui sont harmonisés avec les textes du Codex, faire mieux connaître le Codex aux décideurs de haut niveau, renforcer la coordination et le partage de l'information entre les divers secteurs intéressés à la sécurité sanitaire des aliments, améliorer les capacités en matière d'analyse des risques, renforcer la formulation de politiques fondées sur des éléments probants, y compris la surveillance des maladies d'origine alimentaire et de la contamination dans la chaîne alimentaire et examiner comment les systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments peuvent contribuer à la prévention et au contrôle des maladies non transmissibles.
24. Les membres du Comité de coordination du Codex pour l'Europe sont invités à examiner les questions ci-dessus et à faire part de leur opinion sur les points suivants:
- Comment améliorer les activités de renforcement des capacités menées par la FAO et l'OMS afin de renforcer la sécurité sanitaire des aliments dans la région.
 - Classer par ordre de priorité les questions susmentionnées concernant les besoins prioritaires aux niveaux national et régional qui exigent un soutien ultérieur de la FAO et de l'OMS.